

**Le PCF
et le centralisme
démocratique :
sens d'un débat**

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

**Le PCF
et le centralisme
démocratique :
sens d'un débat**

Le PCF connaît une crise profonde. L'échec électoral de l'Union de la gauche a mis à nu l'impasse politique dans laquelle la direction de ce parti avait fourvoyé les militants du PCF. Aujourd'hui, ouvertement, ces militants contestent les orientations prises, critiquent leur direction et s'interrogent sur l'avenir. Ce qu'il y a eu de spectaculaire dans les manifestations de cette crise — les lettres refusées par *l'Humanité* et publiées dans les autres journaux — n'en est pourtant qu'un aspect.

Les militants marxistes-léninistes qui discutent aujourd'hui fraternellement avec des milliers de travailleurs membres du PCF ont pu mesurer combien le désarroi des militants de ce parti est profond : absentéisme aux réunions, démissions, chute catastrophique du travail militant qui n'est toujours pas enrayée trois mois après les élections... Si la contre-attaque de la direction a pu, temporairement, réduire la publication des lettres de membres du PCF dans la presse, elle n'est nullement arrivée à susciter une dynamique en sa faveur : l'absentéisme et les démissions se poursuivent de plus belle ; tous les problèmes, toutes les questions suscitées dans le débat post-électoral demeurent. Elles vont inévitablement resurgir à la rentrée, et lors de la préparation du 23^e congrès prévu

pour la première partie de l'année 79.

Parmi ces questions, il en est une qui va être reposée avec force, c'est celle du fonctionnement interne du PCF.

Ce qui est remis en cause dans la plupart des critiques adressées à la direction, c'est la manière dont sont fixées les orientations par le groupe dirigeant, ce sont les mécanismes de prise de décision qui écartent les militants des choix politiques qui sont faits. Au cœur de cette question, il y a le problème du centralisme démocratique, ce principe léniniste d'organisation des partis communistes, dont le PCF continue à se réclamer. Cette question va se retrouver au premier plan lors de la préparation du 23^e Congrès. Elle a été posée maintes fois aux militants marxistes-léninistes par des travailleurs membres du PCF.

Nous entendons ici apporter une modeste contribution à ce débat, qui ne vient que de commencer, avec des militants de base du PCF. Qu'est-ce que le centralisme démocratique dans un parti communiste ? Le PCF applique-t-il le centralisme démocratique ? Que penser des critiques des courants oppositionnels sur le fonctionnement interne du PCF ? Ces questions nous ont été maintes fois posées, nous y apportons ici une première réponse.

Une question ancienne

Cette question du centralisme démocratique n'a pas fait irruption brusquement aux lendemains de la défaite électorale de la gauche. Elle avait déjà été posée avec insistance par des militants du PCF qui contestaient la manière dont la direction de ce parti avait adopté une nouvelle position politique, sans que le problème ait seulement été abordé au niveau des cellules, et ce à deux occasions importantes au moins : l'abandon de la référence formelle au thème léniniste de dictature du prolétariat, l'adoption de la force de frappe, jusque-là récusée par le PCF. Il n'est pas inintéressant de rappeler comment à chaque fois la direction du PCF a procédé pour modifier, sur des questions qui ne sont pas de détail mais bien décisives, la ligne antérieure.

Janvier 76. Les cellules du PCF sont en train de terminer la discussion des documents préparatoires au 22ème Congrès. Ces documents n'abordent pas la question de la référence à la dictature du prolétariat. Incidemment, c'est par une émission télévisée, c'est par la réponse de Georges Marchais à la question d'un journaliste, que les militants de base du PCF apprennent, comme tout le monde, que leur parti a renoncé à se référer à la dictature du prolétariat. Qui en avait discuté dans les cellules ? Personne. Qui en avait décidé ? Mystère ! Cette question viendra précipitamment à l'ordre du jour des conférences fédérales, puis du congrès ; une résolution de dix lignes expédiera la question tout en précisant

que le prochain congrès devrait modifier les statuts, toujours en vigueur mais comportant dans leur préambule une référence à la dictature du prolétariat. Curieux fonctionnement centraliste démocratique où c'est dans la plus grande hâte, sans que les documents en discussion dans les cellules n'aient abordé

la question, que fut révisé sur un point majeur la lettre du programme du PCF... en contradiction avec la lettre des statuts qui, eux, sont maintenus !

Mai 77. Le comité central se réunit en session pour écouter un rapport de Jean Kanapa sur les problèmes de défense. Les cellules n'ont aucunement été saisies de ce point, ni dans les récentes réunions de cellules, ni dans les précédents congrès, si ce n'est pour confirmer l'opposition du PCF à la force de frappe française. Le lendemain, en achetant *L'Humanité* ou en écoutant la radio, le militant de base du PCF apprend que son parti est désormais favorable à la force de frappe ! Voilà encore une question, qui n'est pas mineure, qui n'avait jamais été présentée comme une question tactique, sur laquelle la direction du PCF a fait trancher le CC sans qu'il y ait eu la moindre discussion, le moindre débat dans les rangs du PCF.

Contestée, la direction invoqua tour à tour la conformité de cette décision avec le 22^e Congrès (!), ce qui aurait rendu inutile (!) la discussion dans le parti ; le caractère urgent (!) de la décision à prendre, compte tenu de la renégociation du programme commun ; le caractère incontestable (!) de la décision puisque la direction avait «*pendant plus d'un an*» consulté amplement les «experts militaires».

Ainsi, il y avait le temps, et même plus, pour consulter les experts militaires, mais pas celui pour consulter les militants du parti. Curieux fonctionnement centraliste-démocratique qui informe, la chose faite, les cellules par la télévision et prend auparavant pendant plus d'un an l'avis des experts !

Voilà deux exemples où il est clairement établi que sur des questions importantes, l'orientation a été fixée sans que les militants en débattent véritablement, ou même soient consultés, à tout le moins prévenus. La perspective électorale aidant, les tâches militantes ayant pris de l'ampleur, la question soulevée en 76 et 77 a été provisoirement reléguée au second plan, au grand soulagement de la direction. Mais l'échec électorale de mars a amené légitimement un très grand nombre de militants de base de ce parti à réexaminer sous un angle critique tout ce qui avait été admis jusque là. Non seulement la ligne suivie dans les années préélectorales, mais aussi la manière dont cette ligne avait été produite, ont été mises en question par ces militants du PCF. Et une question s'est trouvée bruta-

lement posée : ce qui avait pu apparaître aux yeux de nombreux militants comme une caricature, une exception dans la prise de décisions et la définition des orientations au moment des «affaires» de la force de frappe et de la dictature du prolétariat, ne serait-ce pas la méthode courante, la règle suivie par la direction pour produire la ligne ? A quel moment depuis 1972 par exemple, sans vouloir remonter plus haut, les militants, les cellules ont-elles réellement été partie prenante de la définition de l'orientation de leur parti ? Ainsi s'est retrouvée posée avec acuité la question du centralisme démocratique, au point que là, il n'était plus possible pour la direction d'ignorer le problème, et qu'elle a dû mettre en œuvre avec vigueur tous les moyens pour étouffer cette contestation.

**Qu'est-ce que
le centralisme
démocratique ?**

Avant d'examiner les rapports de la direction du PCF avec le centralisme démocratique, il convient d'abord de définir ce terme.

Qu'est-ce que le centralisme démocratique dans un parti communiste ? C'est son principe de fonctionnement tel qu'il a été défini depuis Lénine. Ce principe peut-il se réduire à l'énoncé de certaines règles (subordination de l'individu au parti, de la minorité à la majorité, de l'échelon inférieur à l'échelon supérieur, de tout le parti au comité central), à la lettre des statuts ? Non, ces règles, ces statuts, s'ils définissent la formalisation nécessaire du principe de fonctionnement du parti communiste, ne suffisent pas à en faire saisir l'essence, le contenu.

Saisir le contenu, l'essence du centralisme démocratique, c'est examiner l'unité dialectique des deux contraires, le centralisme et la démocratie, c'est examiner ce qu'est le centralisme, ce qu'est la démocratie, et le lien qui les unit dans un parti communiste.

La fonction du centralisme en tant que principe d'organisation du parti communiste, c'est avant tout de permettre, par la concentration des idées justes, l'élaboration d'une juste ligne politique, son application et sa vérification. Si la direction doit définir les plans, les actions, les orientations qui vont guider l'activité du parti, elle ne peut accomplir cela que sur la base du débat démocratique qu'elle impulse dans les organisations du parti. C'est là même la condition pour que la concentration des idées justes, à la lumière du marxisme-léninisme, puisse s'effectuer.

La fonction de la démocratie

dans le parti communiste, c'est de permettre largement l'expression des idées justes dans les organisations du parti, telles qu'elles résultent de la synthétisation, à la lumière du marxisme-léninisme, de la pratique du parti. Aussi, chacun dispose du droit et du devoir d'exprimer son propre point de vue à propos des orientations à prendre, du bilan qui se dégage de la pratique. Mais, le débat mené, la minorité se soumet à la majorité et applique le point de vue majoritaire.

On voit que le centralisme et la démocratie en œuvre dans le parti communiste ont un caractère de classe affirmé. C'est d'un centralisme prolétarien qu'il s'agit, parce que sa fonction est de permettre la concentration des idées justes des masses, et avant tout de la classe ouvrière, classe d'avant-garde qui, en se libérant, libèrera l'humanité toute entière.

C'est d'une démocratie prolétarienne qu'il s'agit parce que le droit de chacun d'exprimer son point de vue est rapporté à l'exigence de faire surgir le point de vue juste par la lutte d'idées au sein du parti, à l'exigence de construire au sein du parti une solide unité de vue qui lui permette d'agir du même pas, dans la mise en œuvre des orientations.

On voit que centralisme et démocratie constituent un tout dialectiquement lié. Dans le parti communiste, pas de centralisme possible sans large démocratie. Car comment concentrer les idées justes à la lumière du marxisme-léninisme si ces idées justes ne se sont pas exprimées au sein des organisations du parti, lors de la mise en œuvre de la ligne, de sa correction, de son enrichissement par la pratique du parti ? Comment faire surgir le point de vue juste, comment détruire les

idées fausses sans large expression dans les organisations de tous les points de vue en présence ? Comment forger l'unité du parti, assurer sa cohésion si cette large lutte d'idées n'est pas menée ?

De même, pas de démocratie possible dans le parti communiste sans centralisme. Car la démocratie dans le parti communiste ne fixe pas l'expression du point de vue de chacun pour l'expression du point de vue en soi, comme s'il s'agissait d'un droit inhérent qu'il faudrait réaliser. Non, la libre expression du point de vue, la lutte d'idées a un but précis : permettre au parti de jouer son rôle d'avant-garde, de définir une ligne politique juste dont les masses puissent s'emparer et en faire une force vivante dans la lutte révolutionnaire dans notre pays. Elaborer cette ligne juste par la concentration, à la lumière du marxisme-léninisme, des idées jus-

tes des masses, cela n'est possible que si le centralisme organise la démocratie, définit des mesures politiques, des plans, des orientations qui, mises en œuvre par tout le parti, permettent d'enrichir la ligne, de gagner l'adhésion des masses.

On voit que le centralisme, loin d'être une limitation de la démocratie, permet en l'organisant de la développer. C'est le développement de la démocratie qui permet de renforcer le centralisme, c'est le renforcement du centralisme qui permet de développer la démocratie. Développer la centralisation démocratique, c'est parvenir à un haut degré de centralisme sur la base d'un haut degré de démocratie.

Voilà comment on peut, à notre sens, définir le contenu et la fonction du centralisme démocratique dans un parti communiste.

Le PCF applique-t-il le centralisme démocratique ?

Le PCF pour sa part se réclame toujours du principe du centralisme démocratique. Ses statuts en font mention, la direction a maintes fois déclaré qu'elle restait fidèle à ce principe, et n'envisageait pas de lui faire subir le sort qu'a connu la référence à la dictature du prolétariat au 22^e Congrès. Au nom du centralisme démocratique, la direction du PCF se permit même de mettre en accusation les oppositionnels qui ont contesté non seulement la ligne suivie depuis des années, mais le fonctionnement interne de leur parti. Bref à en croire le groupe dirigeant, il n'y aurait pas de plus fidèle défenseur du centralisme démocratique. Regardons de plus près.

Quand nous avons défini le contenu du centralisme démocratique, nous avons montré qu'on ne peut en rester à l'existence de certaines règles de fonctionnement, mais qu'on doit examiner l'essence même du phénomène. Quel est le centralisme en vigueur dans le PCF, quelle démocratie, quel lien unit centralisme et démocratie dans ce parti ?

Quel est le centralisme en vigueur dans le PCF, quelle centralisation opère la direction de ce parti ? Centralise-t-elle les idées justes des masses ? On aurait du mal à répondre affirmativement, quand on se souvient comment tout ce qui s'est manifesté de nouveau, de neuf dans le mouvement de masse ces dernières années, s'est heurté dans un premier temps à la critique virulente des journaux, et des dirigeants du PCF. Se souvient-on comment les ouvriers de Lip en 1973 ont dû affronter toutes les calomnies, toutes les attaques de la direction du PCF quand ils mettaient en œuvre des moyens nouveaux pour poursuivre leur lutte, refusant les différents compromis élaborés à l'époque par la bourgeoisie et soutenus par le PCF ? Se

souvient-on comment dans les nombreuses luttes sur l'emploi qui ont éclaté depuis le début de la crise, les ouvriers qui réclamaient légitimement le maintien de leur emploi sur place, se voyaient opposer le mot d'ordre du PCF «*Pas de licenciement, sans reclassement*», mot d'ordre qui laisse à la bourgeoisie tout latitude pour éloigner les travailleurs de leur localité, de leur région, mot d'ordre qui ouvre la porte à toutes les déqualifications avouées ou non, mot d'ordre qui prend le contre pied de celui avancé par les travailleurs en lutte eux-mêmes : «*Travailleur et vivre au pays*». Ce n'est que tardivement pour éviter de se trouver trop souvent à contre courant, que la direction du PCF a fait sien ce mot d'ordre, ignoré initialement par le Programme commun. Et on pourrait continuer la liste des aspirations manifestées par la classe ouvrière et contrées de front par la direction du PCF, laquelle, dans un deuxième temps, devant la persistance de ces aspirations, a modifié un peu la formulation de sa position. Citons seulement un dernier exemple, emprunté cette fois non aux luttes de la classe ouvrière, mais au mouvement des femmes : on sait que progressivement, et traduisant des aspirations effectives de femmes travailleuses, ce mouvement a suivi une évolution qui l'a conduit à définir une série de positions justes en liaison avec des luttes menées par ces femmes travailleuses, en particulier dans la région parisienne, pourtant le PCF les a combattues avec acharnement, matraquant le cortège femme lors du Premier mai 76, et préférant voir les femmes manifester déguisées en majorettes, comme on a pu le voir le premier mai 77 ! Restons en là, il nous semble bien établi que la centralisation mise en œuvre au sein du PCF, n'a rien à voir avec la centralisation des idées justes des masses.

Mais alors, de quelle centralisation s'agit-il ? Parce qu'il serait faux de croire que la direction du PCF parachute des positions, des orientations, qui ne résultent pas d'une certaine centralisation. Une centralisation, mais des idées de qui, de quelles couches sociales ? Quand par exemple le PCF se fait le défenseur acharné de la hiérarchie dans l'entreprise, quand il propose d'aménager les privilèges du personnel d'encadrement, de la maîtrise au cadre supérieur, quand il s'oppose aux luttes de la classe ouvrière qui remettent en cause la contribution active à l'exploitation des cadres, sur quelle couche sociale s'appuie le PCF pour définir son projet ? Quand, autre exemple, le PCF se bat dans la renégociation du Programme commun pour que le PDG des entreprises nationalisées puisse être élu par le conseil d'administration, dont on a souligné maintes fois qu'il ne pourrait guère être, par son mode de désignation, représentatif des intérêts et des espoirs des travailleurs, sur qui s'appuie le PCF pour définir son projet ? Sur la classe ouvrière, qui se moque comme d'une guigne de savoir si le patron qui l'exploite, a été élu ou simplement désigné, ou plutôt sur cette couche de PDG potentiels, bloqués par le système actuel et favorisés par le modèle proposé par le PCF ; étant entendu que dans cette couche il faut évidemment inclure certaines membres de l'appareil du PCF qui sous couvert d'une étiquette syndicale, se voyaient tout à fait concourir pour le poste respectable de PDG ! Ainsi on voit que la centralisation mise en vigueur par la direction du PCF, loin de se fonder sur les aspirations de la classe ouvrière et des autres couches populaires, s'appuie sur les intérêts de couches sociales souvent en conflit violent avec la classe ouvrière, à tout le moins complètement coupées d'elles...

Examinons maintenant, quelle démocratie est à l'œuvre au sein du PCF. Il est exact, qu'avec certaines limites, tout peut être discuté, tout est discuté à l'intérieur des organisations de base du PCF. Il n'y a officiellement pas de sujet interdit, tout le monde peut avancer son avis, défendre son point de vue. Avec certaines limites disons-nous, parce que quand les organismes dirigeants apprennent qu'une cellule développe un point de vue «non orthodoxe», elle prend la plupart du temps des mesures pour en éliminer les gêneurs. On sait que dans les années 60, confrontée à des camarades persistant dans une position révolutionnaire, et entendant la traire en acte, la direction avait purement et simplement manœuvré pour les exclure. Aujourd'hui les procédés sont un peu différents, on «oublie» de convoquer les opposants les plus récalcitrants aux réunions de cellule. Mais au-delà de ces limites, déjà significatives, on peut admettre que la libre expression des points de vue a libre cours à l'intérieur des cellules du PCF. Mais peut-on déduire de là que la démocratie en œuvre au PCF a le caractère d'une démocratie prolétarienne telle qu'on a pu la définir au sein d'un parti communiste ? La réponse est non, et pour deux raisons. D'une part toutes ces discussions, tous ces débats qui se mènent dans les cellules n'ont aucune incidence réelle, sur les orientations, la ligne qui est tracée par la direction de ce parti. Nous l'avons montré en ce qui concerne les débats sur la force de frappe, ou la dictature du prolétariat, nous y reviendrons plus en détail, plus bas sur d'autres aspects de la ligne du

PCF. De ce point de vue c'est une démocratie qui s'apparente à la démocratie bourgeoise en vigueur dans notre société : libre à chacun de penser et de dire ce qu'il veut, de toutes les façons cela ne porte pas à conséquence, puisque c'est l'Etat bourgeois qui dirige comme il l'entend cette société. D'autre part, et c'en est une conséquence, la libre discussion en vigueur dans les organisations du PCF, n'a pas pour corollaire de faire des décisions majoritaires la règle pour tous les militants. Qui n'est pas d'accord avec la décision majoritaire, réserve son point de vue, peut très bien, c'est monnaie courante au PCF, s'abstenir d'appliquer ces décisions. Comment pourrait-il en être autrement, quand les militants savent pertinemment que leur point de vue n'a aucune chance d'être effectivement pris en considération dans les orientations fixées par la direction.



On a vu ce qu'il en était du centralisme, on a vu ce qu'il en était de la démocratie, qu'en est-il du lien qui les unit au sein du PCF ? De toute évidence ce lien n'a aucun rapport avec le lien qui unit le centralisme prolétarien et la démocratie prolétarienne dans un parti communiste, puisque les deux contraires en présence dans le PCF, n'ont pas le caractère de classe prolétarien. Alors quel est ce lien ? Il nous semble que l'on peut tout à fait poursuivre le parallèle fait entre le fonctionnement du PCF et le fonctionnement de la société bourgeoise. Le centralisme démocratique dont se réclame la direction du PCF, ressemble à s'y méprendre au fonctionnement de la société capitaliste. L'Etat capitaliste laisse la plupart du temps chacun s'exprimer, défendre son point de vue, et ce d'autant plus qu'il ne s'agit pas

d'un point de vue révolutionnaire qui se traduit en acte ; la direction du PCF fait de même. L'Etat capitaliste fixe ses orientations, arrête ses décisions sans avoir, en dehors des élections, de compte à rendre à personne ; tout au plus doit-il arbitrer entre les intérêts divergents, de tous les clans bourgeois ; la direction du PCF fait de même arbitrant les conflits surgis en son sein, ou dans son appareil. L'Etat capitaliste voit tous les 5 ans ou les 7 ans renouveler le personnel qui le gère, en terme d'élections « démocratiques » qui de toutes les façons laissent intacts tous les rouages de l'appareil d'Etat ; la direction du PCF se soumet tous les 3 ans à une réélection assez formelle, qui s'apparente plus à la cooptation qu'à l'élection, (candidats choisis par des commissions de candidatures pré-désignées, en nombre égaux au nombre de postes à pourvoir) tandis que l'appareil, omniprésent et désigné suivant des règles assez occultes n'est lui-même soumis à aucun contrôle démocratique... Et on pourrait continuer comme cela en faisant un parallèle point par point.

Ce parallèle peut paraître choquant à nombre de militants du PCF. Il correspond pourtant à la réalité ! Certains arguent que les affaires de la dictature du prolétariat, ou de la force de frappe sont des exceptions, et qu'ils sont en général associés aux prises de décisions, et prennent pour exemple le fait que lors de la rupture avec le PS, la direction du PCF convoqua des réunions-stages de 2 jours avec les secrétaires de cellules pour discuter du problème. Eh bien, justement, prenons cette question. Examinons comment les cellules, les militants du PCF ont participé de la définition de la ligne suivie dans les rapports avec le PS, et ce depuis le début de la signature du Programme commun en juin 72 :

— Est-ce que les cellules ont été

amenées à débattre avant la signature du Programme commun, de son contenu qui, pourtant, allait fixer l'orientation stratégique du PCF pour plus de 5 ans ? Non ! Si la direction du PCF a fait ratifier par une conférence nationale la signature du Programme commun, elle s'est bien gardée de faire valoir certaines des raisons qui l'avaient poussée à signer l'accord avec le PS et qui ont seulement été transcrites pour partie dans le rapport secret de Marchais réservé au Comité Central du PCF à cette époque, et seulement rendu public 3 ans plus tard dans le livre de Fajon : « L'Union est un combat », pour les besoins de la lutte anti-PS de l'époque.

— Est-ce que les cellules ont été partie prenante de la définition de la tactique face au PS ? Non ! Prenons trois exemples. Eté 74. Le PCF sort de la campagne présidentielle où la direction a fait appuyer sans l'ombre d'une hésitation toutes les orientations de Mitterrand malgré les oppositions des militants qui refusaient de cautionner cette campagne réformiste, où déjà on ne voyait plus très bien ce qui séparait Giscard et Mitterrand. A la rentrée une cascade de résultats électoraux défavorable au PCF et favorable au PS, amènent un changement d'orientation : déjà le PS est accusé de virer à droite, de vouloir gouverner avec Giscard et une violente polémique est menée. Ce changement d'orientation est adopté sans la moindre consultation de la base.



Début 77. Cette fois il y a une campagne électorale en vue, celle des municipales. La direction a abandonné son ton polémique à

l'égard du PS, qui est redevenu un bon allié et avec lequel elle marchandait l'entrée de dirigeants PCF dans les conseils municipaux socialistes. La polémique semble oubliée, jusqu'au lendemain immédiat des municipales, où subitement la direction du PCF redécouvre la face cachée du PS : il vire à droite, il n'est pas pour le SMIC à 2 400 francs... Et voilà les militants du PCF, sollicités avec exigence quelques semaines plutôt dans de nombreuses villes pour coller les affiches des listes des futurs maires socialistes, conviés à dénoncer le nouveau virage à droite du PS qui veut gouverner avec Giscard ; sans que le moins du monde ils aient été associés à la définition des changements de tactique.

Janvier 78. La direction du PCF convoque une conférence nationale sensée définir la position qu'adoptera le PCF dans le problème du désistement en faveur du PS au lendemain du second tour. La position définie stipule qu'avec 21 % des suffrages on ne peut faire changer le PS, qu'il faudrait 25 % pour pouvoir peser efficacement sur ce dernier, et on indique que sans concession sur les nationalisations, sur les postes de ministre pour le PCF, sans programme précis, il ne peut être question de signer un accord de désistement. 13 mars 78, la direction du PCF malgré les 20,5 % de suffrages recueillis, malgré l'absence d'engagement du PS sur le nombre de ministères concédés au PCF, malgré l'absence d'engagement du PS sur les nationalisations, signe un accord de désistement avec le PS !



Trois exemples frappants. Il se trouve que le problème des relations

avec le PS n'était pas un problème secondaire, mais engageait de manière importante l'avenir de la politique du PCF. On pourrait comprendre que des raisons d'urgence aient obligé la direction de trancher rapidement sur certaines questions. On pourrait comprendre que des raisons tactiques aient contraint temporairement la direction à ne pas révéler publiquement toutes les raisons de son choix. Mais ce ne sont pas ces aspects-là qui sont en jeu dans les changements d'orientations recensés ici.

On peut affirmer que les affaires de la dictature du prolétariat, et de la force de frappe ne sont pas des exceptions, mais illustrent bien la règle suivie par la direction du PCF pour produire la ligne, arrêter les orientations qu'on demandera à tous les militants d'appliquer. Certes elle s'y prend en général moins brutalement qu'au moment de ces deux affaires, donnant habituellement à ses décisions un semblant de couverture démocratique, choisissant dans leur formulation la présentation qui leur semblera pouvoir le plus sensibiliser les militants de base, les cellules.

Mais ces décisions sont pour l'essentiel extérieures à la pratique de ces cellules, aux aspirations qui se manifestent chez les travailleurs, elles proviennent pour l'essentiel du projet politique dont est porteur la direction du PCF, et que nous avons désigné sous le nom de capitalisme d'Etat. Parce que la raison profonde de la vive tension avec le PS déclenchée au lendemain des municipales, ce n'est pas bien sûr que le PS refusait le SMIC à 2 400 F, ce n'est pas non plus qu'il virait à droite. La vraie raison c'est qu'en refusant de s'engager sur un nombre déterminé de nationalisations, en refusant de laisser des ministères clefs au PCF (économie et plan, collectivités locales), le PS constituait un sérieux obstacle à la

réalisation du capitalisme d'Etat voulu par le PCF. C'est bien là la raison de la rupture, ce n'est pas celle qui a été donnée aux militants.

On voit donc que le centralisme démocratique dont se réclame le PCF n'en est pas et n'a rien à voir avec le centralisme démocratique en vigueur dans un parti révolutionnaire ; c'est au contraire un centralisme bureaucratique, un centralisme bourgeois, qui contribue non pas à élaborer une ligne révolutionnaire, mais à imposer une ligne bourgeois dans les rangs du PCF.

Il reste cependant à élucider un point : pourquoi la direction du PCF tient-elle tellement à continuer à se réclamer du centralisme démocratique, alors que son mode de fonctionnement n'a rien à voir avec ce principe léniniste. On a vu qu'elle a vidé ce principe de tout son contenu révolutionnaire, elle en conserve pourtant les règles formelles, et continue à s'y référer. La raison en est simple : en ne fonctionnant pas comme un parti bourgeois traditionnel, en continuant d'appliquer les règles formelles du centralisme démocratique, par exemple en réclamant l'application des règles : l'individu se soumet au parti, les échelons inférieurs aux échelons supérieurs, la minorité à la majorité, tout le parti au comité central, la direction confère au PCF une cohésion, une discipline supérieure à celle des autres partis bourgeois. Arguant de ces règles qu'elle détourne à son profit, la direction du PCF peut faire taire, et isoler la contestation, exiger une certaine discipline des militants et une activité militante importante. Évidemment, cette cohésion et cette discipline, si elle réussit à s'imposer, par l'illusion qu'ont les militants qu'elle sert la cause du socialisme, sert en fait une cause contraire, la cause du capitalisme d'Etat. Mais

que l'objectif pour lequel on les fait lutter, pour lequel on détourne leur énergie militante, leurs espoirs, leurs combats, n'est en rien du socialisme, ces militants qui se sont dévoués des années durant, ne les découvrent qu'après une expérience plus ou moins longue. Privés des moyens de lutter, de faire valoir leur point de vue, de redresser les choses, à cause de l'application, sans couvert des règles du centralisme démocratique, d'un centralisme bureaucratique, bourgeois, ces militants la plupart du temps n'ont plus d'autres issues que de démissionner, et de laisser la place à une nouvelle vague d'adhérents qui s'usera à son tour. Il suffit de voir les dates récentes d'adhésion de la majorité des militants pour saisir ce phénomène de renouvellement rapide et permanent de la base militante du PCF. Pendant ce temps, la direction dotée des armes surpuissantes du centralisme bureaucratique, reste elle quasiment inamovible, s'amputant ou se complétant au gré de cooptations, chaque membre appliquant la règle tacite du silence sur les débats, les querelles, les accrochages, qui meublent la vie de cette direction.

On comprend ainsi tout l'intérêt qu'a la direction à continuer à se référer aux règles du centralisme

démocratique. Les militants à la base les acceptent d'autant plus naturellement, qu'ils sentent, instinctivement et du fait de l'expérience historique des partis qui ont accompli la révolution, que c'est une condition pour assurer la cohésion de leur parti. Quand ils se rendent compte que derrière les règles formulées du centralisme démocratique, c'est en fait un centralisme bureaucratique qui s'exerce, ils n'ont plus les moyens de le combattre, tout au moins de l'intérieur. C'est une expérience qu'ont faite des générations entières de militants du PCF !



Maintenant que nous avons vu ce qu'était le centralisme démocratique dans un parti révolutionnaire, ce que valait la référence au centralisme démocratique de la part de la direction du PCF, il reste à préciser ce que l'on peut penser des critiques faites par les oppositionnels au fonctionnement interne du PCF. Nous nous intéresserons surtout aux critiques un peu structurées de deux courants oppositionnels, le courant Elleinstein, et le courant Althusser.

Einstein et la tentation social-démocrate

Pour le courant d'Elleinstein, la question du centralisme démocratique est le problème principal à résoudre pour surmonter la crise du PCF. Son chef de file écrit dans *Le Monde* du 15 avril : «*Il se trouve que dans l'histoire du PC — souvent pour des raisons très honorables — il y a eu davantage de centralisme que de démocratie. La véritable question est d'en comprendre la signification dans la France contemporaine. Nous ne sommes pas dans la Russie des Tsars ou au lendemain d'une guerre civile. Nous ne sommes pas dans la France de l'avant-guerre, de l'occupation ou de la guerre froide*» et Elleinstein conclut de ces différences entre la France d'aujourd'hui, et la France d'hier ou la Russie d'avant hier «*Il (le parti) gagnerait au contraire, de nouveaux adhérents et motiverait mieux les adhérents actuels s'il acceptait de se transformer vraiment, et en premier lieu de rendre plus démocratique le fonctionnement du centralisme démocratique*».

En somme, pour Elleinstein, son grief essentiel sur le centralisme démocratique porte sur le fait qu'il y avait, «*pour des raisons historiques*» excès de centralisme et insuffisance de démocratie, et qu'il faudrait inverser les choses, pour répondre aux sollicitations de notre époque.

Rappelons d'ailleurs qu'en matière de remise en cause, Elleinstein n'a pas l'habitude de lésiner puisqu'il s'interroge tout haut dans le même article en louchant vers Carrillo : «*Que faut-il penser aujourd'hui du léninisme ? À quoi correspond-il dans la situation actuelle ? Le parti communiste doit-il défendre les principes du matérialisme philosophique ? Ne faudrait-il pas qu'il ne soit ni théiste, ni athée ? Ce qui poserait en termes nouveaux nos rapports avec les chrétiens*».

Ainsi on le voit, les critiques d'Elleinstein n'ont pas une cible unique, mais bien deux. D'une part elles visent la manière dont le PCF fonctionne actuellement. D'autre part elles visent le principe même du centralisme démocratique, et plus généralement aboutissent à une remise en cause du léninisme, du matérialisme dialectique, qui auraient été adaptés à une époque mais seraient aujourd'hui périmés. Nous examinerons donc d'abord le rapport de la conception du parti que développe Elleinstein, avec le principe léniniste du centralisme démocratique, et ensuite le rapport de la conception d'Elleinstein avec le fonctionnement actuel du PCF.

Ce qui est frappant, quand Elleinstein traite du centralisme démocratique, c'est qu'il manie les termes de centralisme et de démocratie sans poser un instant la question du contenu de ces termes ! Pour lui, le centralisme se résume à la discipline, et la démocratie au droit de chacun de donner son opinion, et les choses en restent là : il y a dans le PCF actuellement, selon Elleinstein, trop de discipline, et pas assez d'expression de «libre opinion» de chacun, il faudrait rééquilibrer les choses. Mais vraiment peut-on poser le problème en ces termes-là ?

En fait, l'opposition des contraires centralisme et démocratie, telle que se la représente Elleinstein, n'a que peu de chose à voir avec le lien qui unit centralisme prolétarien et démocratie prolétarienne dans un parti communiste. Chez Elleinstein, le centralisme est vu comme un obstacle, comme une limitation à la

démocratie, laquelle elle-même est vue comme une sorte de compensation à la discipline : il faut que chacun puisse faire valoir son opinion, même si après il est obligé d'appliquer les décisions. D'où sa manière de poser le problème, il faut plus de démocratie et moins de centralisme.

Or justement ce que l'on a montré en étudiant le lien entre centralisme et démocratie dans un parti communiste, c'est que la démocratie prolétarienne ne pouvait se renforcer qu'en renforçant le centralisme prolétarien et inversement.

Le développement de la démocratie dans un parti communiste n'est pas un but en soi, mais directement lié à la nécessité de promouvoir activement la lutte d'idées au sein du parti, pour faire surgir le point de vue juste, détruire les idées fausses, et ainsi assurer l'unification du parti en profondeur autour d'une ligne juste dont les masses puissent s'emparer. Et le développement de cette démocratie, n'est possible, on l'a vu que sur la base d'un haut degré de centralisme, qui synthétise à la lumière du marxisme-léninisme l'expérience de toutes les organisations du parti, la lutte d'idées qui s'y découle, et définisse sur cette base des plans, des orientations qui mis en œuvre par tout le parti permettent de corriger, enrichir la ligne politique.

Mais tout cela est complètement absent chez Elleinstein, parce qu'il ignore ce qui fonde réellement le contenu du centralisme démocratique. Ayant une vision tout à fait petite bourgeoise de la démocratie, plaidant pour la libre expression des points de vue, en soi, il ne peut concevoir démocratie et centralisme que comme des contraires s'excluant mutuellement, l'un se renforçant au détriment de l'autre.

Contradictoire donc avec la

conception léniniste du centralisme démocratique, le point de vue d'Elleinstein l'est aussi avec la conception du fonctionnement interne du PCF, véhiculée par sa direction. En effet, la direction du PCF se refuse à souscrire aux demandes «démocratistes» d'Elleinstein, ou à ses propositions de supprimer le cloisonnement entre les cellules, de modifier le système d'élection en vigueur. Quelle est la source de cette opposition, alors qu'on a vu par ailleurs que ni Elleinstein, ni Marchais n'étaient fidèles au principe du centralisme démocratique, même si tous deux, d'une manière différente, sont d'accord pour conserver le terme ?

On a expliqué pour quelles raisons, la direction du PCF tenait tant à cette référence formelle au centralisme démocratique, comment elle détournait les règles du centralisme démocratique pour faire passer son centralisme bureaucratique, bourgeois, et imposer ainsi son projet politique de capitalisme d'État à l'ensemble des militants du PCF. Pour elle, suivre Elleinstein, amputer son pouvoir au profit de plus grandes discussions à la base, et surtout d'un contrôle plus important de la base sur la direction, cela n'est pas acceptable, cela concluerait en fin de compte à une remise en cause de ce pouvoir-là, à l'apparition d'un manque de cohésion, à la constitution ouverte de clans, bref à un fonctionnement du PCF semblable à celui des autres partis bourgeois. Pour cela, elle est opposée aux remises en cause d'Elleinstein.

Pour Elleinstein, les raisons de son opposition à la direction du

PCF, et au mode de fonctionnement interne qu'elle impulse à l'intérieur de ce parti, résident avant tout semble-t-il dans son opposition au projet capitaliste d'État du PCF, tout au moins dans les formes actuelles qu'entendrait lui donner la direction du PCF. Une série convergentes de positions d'Elleinstein incitent à poser cela :

— Elleinstein réclame une caractérisation plus nette de l'URSS, qu'il dénonce comme un anti-modèle, et même comme un nouvel impérialisme en Éthiopie. Le capitalisme d'État soviétique n'est pas en odeur de sainteté dans le courant elleinsteinien !

— Ce courant estime que la polémique avec le PS était déplacée, même si elle pouvait avoir quelques justifications, et qu'il aurait de toutes les façons fallu signer un accord même si le PS n'avait pas cédé sur la liste des nationalisations. Liste de nationalisations qui justement aux yeux de la direction constituait un point clef pour promouvoir son projet de capitalisme d'État.

— Ce courant enfin va souvent

chercher ses références en Espagne, dans le modèle du parti de Carrillo, qui vient d'abandonner toute référence au léninisme, qui s'intègre pleinement aux règles du jeu démocratique bourgeois, jouant par bien des aspects le rôle d'un parti social-démocrate de gauche.

Tendance à une social-démocratisation du PCF, c'est bien dans cette direction qu'Elleinstein sembler vouloir pousser son parti. On comprend alors pour quelles raisons il milite pour un assouplissement des règles formelles, empruntées au centralisme démocratique, qui régissent le fonctionnement interne du PCF. On comprend aussi pour quelles raisons les dirigeants du PCF s'opposent à cette remise en cause. Pour les militants du PCF qui veulent le socialisme, qui veulent la révolution, ce n'est dans aucune de ces directions qu'ils peuvent orienter leur réflexion. Ni le capitalisme d'État, ni la social-démocratisation, ne constituent pour eux une issue à la crise ouverte au sein du PCF.

Les critiques d'Althusser

Différente, et plus intéressante est la critique du fonctionnement du PCF, construite par le courant althusserien. Plus intéressante parce que la description que donne Althusser du fonctionnement de ce parti, montre effectivement comment les règles qui régissent les rapports entre la direction et les cellules, les militants, permettent à la première d'imposer ses positions dans la plupart des circonstances. Rappelons l'essentiel de la critique d'Althusser dans «*Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste*» :

— L'expression du point de vue de chacun a libre cours dans les cellules, même les sections, mais sans que cela ait d'incidence effective sur la définition de la ligne par la direction : «*L'appareil avait déjà fait la découverte, aussi vieille que le monde bourgeois, qu'il pouvait s'offrir le luxe de laisser les militants discuter librement dans leurs cellules, sans exclusion ni sanction puisque de toute façon ça ne tirait pas à conséquence. «Ça leur fait tellement plaisir et ça nous coûte si peu» fait dire Chamfort à une marquise généreuse de ses charmes.*

— Le mode d'élection de la direction, empêche la base d'influer réellement sur le choix des dirigeants, lesquels disposent par ce biais de tous les moyens pour renouveler leur pouvoir : «*Si la volonté populaire de la base, s'exprime dans les élections, c'est dans des formes ultra-réactionnaires (scrutin majoritaire à trois tours pour le Congrès) et sous la surveillance étroite des «commissions de candidatures» statutaires pour les élections de «responsable» mais illégalement étendues aux élections de délégués au congrès.*

— La vraie direction du PCF d'ailleurs ne correspond pas aux organismes élus par le congrès, mais à un groupe plus restreint qui dispose pour exercer le pouvoir

d'un appareil puissant et co de la base du parti : «*De fait les discussions et décisions se tiennent toujours au delà de la barre des fédérations, au bureau politique et au secrétariat, ou plutôt dans un petit groupe non statutaire qui comprend le secrétariat, une partie du bureau politique et quelques experts ou collaborateurs du comité central. C'est là que se prennent les vraies décisions, que le bureau politique fait connaître et que le comité central entérine comme un seul homme parce qu'il est, ou se croit dans la confiance, ou à défaut près de la vérité et du pouvoir. (...)* On n'a jamais entendu dire que le comité central ait pris la moindre initiative. Dans les faits, le comité central est plutôt l'organe exécutif de la direction que son législatif : à ce titre, il est une sorte d'assemblée générale des préfets que la direction emploie et envoie dans toute la France à «suivre», c'est-à-dire à contrôler de près les fédérations, à nommer les secrétaires fédéraux et à régler les questions délicates. La direction ne s'appuie pas seulement sur les membres du comité central, mais aussi sur la formidable force, souvent occulte, de ses fonctionnaires de toute nature, permanents et collaborateurs du comité central (ces inconnus non élus, recrutés sur titre de compétence ou de clientèle, toujours par cooptation), et les spécialistes».

Ce mode de fonctionnement ne peut conduire qu'à une hémorragie régulière de militants : «*La contrepartie du mécanisme qui reproduit la direction et lui permet de durer, inamovible, à travers tous les retournements stratégiques et tactiques comme à travers toutes les erreurs, c'est la fuite des militants, leur perpétuelle hémorragie, leur perpétuel remplacement par de «nouve-*

les générations», qui n'auront pas connu les vicissitudes d'il y a 5, 10 ou 20 ans, et qui sont, à leur tour, lancés dans la mêlée sur la foi de «théories», mots d'ordre ou promesses, pour s'y «brûler» en quelques années (...) Périodiquement, de campagne de recrutement en campagne de recrutement, la direction du parti «élite» un nouveau peuple, c'est-à-dire une autre base, c'est-à-dire d'autres militants. Mais la direction, elle, reste en place».

Ces longues citations montrent qu'Althusser a effectivement mis le doigt sur un point important : les règles formelles du fonctionnement du PCF (mode d'élection, lieu de prises de décisions, ...) constituent une arme extrêmement efficace dans les mains de la direction de ce parti pour préserver son pouvoir, pour promouvoir ses propositions politiques, les faire porter un temps par une certaine population militante qui au rythme des échecs, de la non prise en compte de ses critiques et de ses demandes de bilan, se décourage et laisse la place à une autre population militante !



Mais cette critique peut-elle suffire ? Peut-on limiter la critique du fonctionnement du PCF à l'examen des règles mises en œuvre dans ce fonctionnement ? En procédant de cette manière-là touche-t-on l'essentiel ? Nous ne le pensons pas.

En effet, en limitant ces critiques aux règles formelles de fonctionnement du PCF, on ne se trouve pas forcément sur un bon terrain parce que, on l'a montré, ce qui fait la force de la direction du PCF c'est

qu'elle a détourné, au profit de son projet politique, les règles formelles du fonctionnement du centralisme démocratique dans un parti révolutionnaire telles que Lénine a pu les définir. Bien sûr, la direction du PCF leur a fait subir dans bon nombre de cas toute une série de distorsions : rôle envahissant de l'appareil, transformation du comité central en chambre d'enregistrement... et on ne saurait négliger ces phénomènes. Mais en faisant quasi exclusivement porter ses critiques sur les règles de fonctionnement, Althusser en vient par moment à faire fausse route. Prenons deux exemples :

A un moment, Althusser remet en cause le cloisonnement des cellules estimant qu'il faut rompre avec ce système d'organisation, et instaurer la circulation horizontale. Ce faisant, ce n'est pas une règle de fonctionnement du PCF qu'il attaque, mais bel et bien une règle de fonctionnement du centralisme démocratique telle qu'elle a été mise en œuvre du temps de Lénine. Règle qui n'est pas seulement liée comme le croit Althusser, au caractère clandestin du parti de Lénine avant la révolution, mais aussi, nous semble-t-il, à la nécessité que la discussion dans les organisations de base du parti soit avant tout rapportée à une pratique commune, intervention dans une entreprise, dans un quartier... ce qui n'exclut pas dans certaines conditions des rapports horizontaux, mais ne saurait leur donner de rôle privilégié.

A un autre moment, Althusser, et il n'a pas été le seul, a réclamé la publication de débats internes au comité central. Il faut s'interroger : la non publication des discussions internes du comité central, provient-elle d'une perversion des règles du centralisme démocratique par le PCF ou n'est-ce pas dans un

fonctionnement normal, la règle pour un parti révolutionnaire léniniste. Il nous semble que c'est la deuxième alternative qui est la bonne. Non pas qu'il n'y ait pas au sein du comité central d'un parti révolutionnaire lutte d'idées comme dans tout le parti, mais parce que cette lutte d'idées débouche nécessairement sur une prise de position unique, qui doit guider de manière univoque l'action de tout le parti. Le comité central dans un parti communiste, ce n'est pas la juxtaposition du point de vue d'un tel ou d'un tel, mais bien une entité qui doit guider, diriger tout le parti, entre deux congrès.



Voilà deux exemples où, à notre sens, la critique d'Althusser, parce qu'elle s'en limite aux règles de fonctionnement s'égare. Entendons-nous : il ne s'agit en aucun cas de nier que le secret des délibérations du comité central du PCF est utilisé à plein par Marchais et le groupe dirigeant pour régler à huis clos les différentes querelles, des multiples groupes de pression et chapelles divisées, qui fractionnent la direction de ce parti, tout en affichant au dehors une unanimité de façade ; il ne s'agit pas plus d'ignorer que le cloisonnement des cellules permet aujourd'hui à la direction du PCF de mieux comparer la contestation de la base, et ce faisant de l'étouffer. En ce sens, il est légitime que les contestataires remettent en cause cette arme de la direction qui lui permet de bloquer toutes les critiques qui lui sont portées.

Mais dans cette remise en cause, qu'est-ce qu'on vise ? Les règles elles-mêmes telles qu'elles peuvent être mises en œuvre dans un parti

révolutionnaire ? Ou la manière dont la direction du PCF les détourne pour faire appliquer par les militants du PCF une politique contraire aux intérêts des travailleurs ? Althusser ne fait pas la distinction, elle est pourtant nécessaire !

S'il ne s'agit que d'une remise en cause de ces règles formelles, alors on se trompe, on remet en cause des règles de fonctionnement qui ont été, l'histoire l'a prouvé, en vigueur dans des partis communistes qui ont accompli la révolution. Ce faisant, on n'atteint pas le contenu même du fonctionnement du PCF, et on laisse toute latitude à la direction pour s'abriter derrière les principes léninistes pour justifier son comportement. Ce qu'elle s'est d'ailleurs empressée de faire.

S'il s'agit d'une remise en cause du détournement de ces règles formelles par la direction du PCF au profit d'un projet politique déterminé, alors il faut aller plus loin et poser clairement les questions suivantes : quel est, au-delà des formes qu'il emprunte au principe du centralisme démocratique, le contenu réel du fonctionnement du PCF ? Quelle politique, quel projet contribue-t-il à promouvoir ? Répondre à ces questions, ne pas s'en remettre simplement à une critique des formes du fonctionnement du PCF, mais toucher à son contenu, c'est bien le seul moyen de faire une critique révolutionnaire de la direction du PCF. Parce qu'Althusser ne les envisage pas vraiment, il en reste à une critique intéressante mais limitée, qui même, par moment, on l'a vu, se fourvoie.

Par exemple, Althusser souligne à juste titre la coupure profonde qui existe entre les cellules, et même

les sections, où l'on peut discuter pratiquement de tout, et les organismes de direction où les véritables décisions sont prises dans le secret, indépendamment ou presque, du débat qui existe dans les cellules. Mais de cela on peut tirer différentes conclusions :

— soit estimer que ce qui est essentiel, c'est de reconnecter la base et le sommet qui seraient, pour des raisons d'ailleurs mal analysées, coupés l'un de l'autre.

Ainsi pourrait être recréée une véritable dynamique dans le parti, réduits les tâtonnements de la direction, puisque base et sommet seraient à nouveau en osmose.

— soit poser plus nettement la question de : à quoi, à qui sert cette coupure ? Partir de l'idée qu'il ne s'agit pas simplement de tâtonnements, d'erreurs de la direction et de voir qu'il faut mettre à nu le projet politique même, que cette direction du PCF réussit à faire passer, avec précisément cette méthode de fonctionnement.

Les éléments que nous avons déjà fournis au début de cet article, montrent à notre sens clairement que c'est la deuxième alternative qui est la bonne, que le fonctionnement interne du PCF a été façonné par sa direction, pour favoriser la pénétration de son projet politique de capitalisme d'État. Mais Althusser pour sa part, n'envisage pas à fond la critique de ce projet. Pourtant, dans les critiques qu'il porte à la direction du PCF, il fournit certains éléments qui confirment l'extériorité complète de ce projet aux luttes de classes qui se mènent dans notre pays. Citons-en deux ici :

— quand il traite de la manière dont le PCF fait de la théorie, Althusser mentionne comment le « traité d'économie politique » du PCF en 2 tomes, véritable bible des économistes du PCF, a été rédigé

pour justifier a posteriori un projet politique préexistant. Althusser s'attache surtout à critiquer le sens de la démarche, et néglige de poser la question du projet politique lui-même, qui a tant besoin de justifications théoriques fabriquées de cette manière-là.

— quand il traite du détournement du centralisme démocratique par la direction du PCF, Althusser montre de manière convaincante comme une série de positions sont ainsi parachutées sur les militants. Mais pourquoi Althusser n'envisage-t-il pas comment la méthode de direction en vigueur au sein du PCF, s'étend à l'extérieur, dans les rapports du PCF avec les masses.

C'est pourtant une question importante, que le détournement de la démocratie auquel se livre le PCF pour faire triompher son projet au sein des masses. On a déjà souligné comment le PCF s'était opposé avec vigueur aux mouvements qui naissent au sein des masses porteurs d'aspirations nouvelles ; on a cité l'exemple de Lip, l'exemple du mouvement des femmes, etc. On pourrait interpréter cette opposition comme un retard, comme une incompréhension passagère, finalement corrigée. C'est la manière dont la direction la justifie ! Curieux parti d'avant-garde qui est constamment en retard sur les masses ! Non, il faut bien voir les choses, comme elles sont, les ralliements tardifs de la direction du PCF à certaines des positions du mouvement de masse, ne sont qu'un nouvel habillage de ses positions anciennes, effectué pour prendre pied dans ces mouvements, et y faire valoir son propre projet, qui en est complètement extérieur. Que l'on prenne par exemple les positions de la direction du PCF, sur les régions, sur les femmes, sur l'autogestion, sur l'écologie..., en apparence, elles ont évolué, dans les

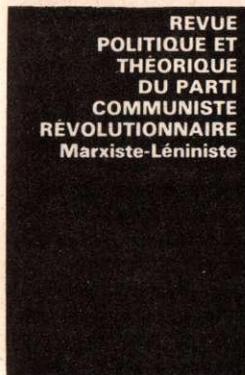
faits il n'y a jamais eu auto-critique, sur aucune position du passé ; il n'y a jamais eu remise en cause des fondements qui demeurent et qui ont conduit à adopter ces positions initiales, et qui résident dans la nature du projet du PCF.



Ainsi on voit que, par quelque bout qu'on prenne le problème du fonctionnement interne du PCF, on ne réussit pas à le poser complètement si on n'en vient pas au problème du projet même dont est porteuse la direction de ce parti. Les contestataires au sein du PCF ont parfaitement raison de poser le problème du fonctionnement interne, de critiquer le manque de démocratie à l'intérieur de ce parti, de critiquer le centralisme bureaucratique qui y sévit. Mais cette critique ne peut réellement prendre corps, que si elle est articulée avec une dénonciation révolutionnaire du projet politique, que le groupe dirigeant essaie de promouvoir, et que nous avons désigné sous le nom de capitalisme d'État. Tant que la lutte à l'intérieur du PCF, ne prend pas nettement pour cible ce projet, et pose en soi le problème du fonc-

tionnement, la direction disposera, les oppositionnels eux-mêmes l'ont bien montré, de moyens très puissants pour détourner les critiques. Mettre en cause le projet de capitalisme d'État, montrer ses parentés avec celui qui sévit à l'Est, montrer ce qu'il signifierait du point de vue des masses comme mode d'oppression politique, c'est ce qui permet de donner chair à la lutte qui s'est engagée à l'intérieur du PCF, sur les problèmes du fonctionnement interne. En s'engageant dans cette voie, les oppositionnels œuvreront parallèlement, à la démarche suivie par les marxistes-léninistes, dont les plus anciens ont fait en leur temps l'expérience du PCF, et ont conclu au caractère irrémédiablement bourgeois dégénéré des orientations de ce parti, et de son groupe dirigeant, coexistant avec des militants de base en nombre qui aspirent, eux, à lutter réellement pour le socialisme et la révolution. De cette analyse, découlait une tâche, il faut édifier un parti communiste de type nouveau, où fonctionne réellement le centralisme démocratique, un parti pour la révolution. C'est à cette tâche que nous sommes attachés, nous souhaitons être rejoints par nombre de ces camarades qui découvrent aujourd'hui la vraie nature du PCF. ■

Lisez



FRONT ROUGE

Chaque jour
En vente en kiosque

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

ABONNEZ-VOUS

1 an 350 F
6 mois 180 F
1 mois 30 F

(Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75 924 Paris Cedex 19)



Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

.....

Envoyez à Front Rouge BP 68 75 019 Paris

manifeste

**pour le
socialisme**

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

**PASSEZ
VOS
COMMANDFS
LJ
MANIFESTE
POUR
LE SOCIALISME**

**10 F
+ 2 F
de port**

**FRONT ROUGE
BP 68
75 019 Paris
CCP 31 191 14
La Source**